

La lettre du C.D.E.S.
I.S.S.N. 1240-0009 C.P.P.A.P. 72171
BULLETIN DU RESEAU

Le COMBAT SYNDICALISTE

Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail
section de l'Association Internationale des Travailleurs

Numéro 51 Mai - Juin 1998 10 francs

SOMMAIRE :

Le nouvel AMI du
Capital et de l'Etat

Du travail enchaîné
au travail contrôlé

Organismes génétiquement
modifiés

Fête du travail, Fête
du chômage et du
Capitalisme

International

Coupe du Monde,
coupe immonde !

MAI-68

AUTOGESTION

MAI 98 :

Libertaire, Egalitaire et Solidai-

RE

La Révolution reste à faire !

ADRESSES

**Association
Internationale
des Travailleurs:**
A.I.T., apartado 4141
18080 Grenade-Espagne
Fax: (958) 28 89 92

**Confédération
Nationale
du Travail:**
Le Bureau Confédéral est
l'agent d'exécution et de liaison
de la C.N.T. pour tout contact sur
le plan national s'adresser à:
C.N.T. (B.C.), B.P. 2010
14 019 CAEN CEDEX 6

Unions Régionales:
Les U.R. sont l'expression de la C.N.T.
Elles regroupent les divers syndicats
d'une zone géographique. Pour tout
contact dans une région s'adresser
au secrétariat de l'U.R. concernée:

U.R. Centre:
C.N.T., B.P. 116
72003 Le Mans Cedex
(Secrétariat Régional)

U.R. Aquitaine:
C.N.T., B.P. 51
64010 Pau Cedex
(Secrétariat Régional)

U.R. Midi-Pyrénées:
C.N.T., 7 rue St Rémy
31000 Toulouse
(Secrétariat Régional)

U.R. Méditerranée:
C.N.T.,
9, rue Duchâleau
63000 PÉRIGNAN
(Secrétariat Régional)

U.R. Normandie:
C.N.T., B.P. 2010,
14019 Caen Cedex 6
(Secrétariat Régional)

U.R. Paris & Nord:
C.N.T., Syndicat des PTT
CTA d'Amiens, rue
dejean, 80000 Amiens

Dans l'Est:
C.N.T., C/O C.E.S.L. B.P. 2
25014 Besançon Cedex

En Rhône-Alpes:
C.N.T., B.P. 223, 38405
St Martin d'Hères Cedex

LE NOUVEL "A.M.I." DU CAPITAL ET DE L'ETAT

"Ne vous inquiétez pas, il n'y a rien de nouveau dans ce traité. Il s'agit uniquement de rationaliser des pratiques existantes", c'est ce que disent en substance les défenseurs de l'A.M.I (Accord multilatéral sur l'investissement) *1.

Si, quand on connaît le contenu de cet accord, les motifs d'inquiétude sont nombreux, les partisans de l'A.M.I. ont raison sur le dernier point : il n'y a effectivement rien de fondamentalement nouveau dans ce traité. Il pousse simplement la logique du capitalisme, qui est celle de l'horreur économique, jusqu'à son comble. Loin du discours démocratique et des variantes humanitaires ou culturelles derrière lesquels il se cache habituellement, ce texte montre en effet le capitalisme sous son vrai jour : une machine à accumuler des profits et à broyer tout ce qui se trouve sur son passage.

Présenté par le directeur général de l'O.M.C. (Organisation mondiale du commerce) comme "la Constitution d'une économie mondiale unifiée", l'A.M.I. n'a qu'un seul objectif : garantir aux multinationales le maximum de profits. Elles auront tous les droits, nous toutes les charges.

Qu'une multinationale estime, quelle qu'en soit la cause, qu'elle a virtuellement perdu de l'argent, la voici en droit d'exiger un remboursement ! C'est ce que l'accord exprime, dans le plus pur volapück technocratique, de la manière suivante "la perte d'une opportunité de profit sur investissement serait un type de préjudice suffisant pour donner droit à indemnisation de l'investisseur". Quand une grève diminue la productivité dans un secteur, quand une campagne de boycott abaisse le niveau des ventes dans un autre, cela constitue des "pertes d'opportunité de profit". En conséquence, les investisseurs pourront demander des dédommagements. Si par cas, une loi limite le déboisement dans une région, l'extraction de minerais dans une autre, même "perte d'opportunité" et donc même conséquence. Et même chanson avec une loi qui protégerait quelque peu le consommateur ou le travailleur... On l'aura compris, l'A.M.I. a pour objectif de faire voler en éclats les quelques protections, pourtant bien relatives et partielles, qu'a pu imposer la population pour sa défense.

Tant de voracité de la part des possédants fait froid dans le dos. C'est pourquoi nombreux sont ceux qui commencent à dénoncer cet accord. Cependant, s'attaquer à l'A.M.I. ne suffit pas. Comme on l'a vu et comme les porte-parole des multinationales ne le cachent pas, l'A.M.I. est l'expression du stade actuel du capitalisme. Dès lors et logiquement, lutter efficacement contre l'A.M.I., c'est nécessairement lutter contre le capitalisme.

Dans le même ordre d'idées, de nombreux opposants au projet déplorent la transformation de "l'exercice du pouvoir partout dans le monde en soumettant aux directives des multinationales un grand nombre de fonctions actuellement exercées par les Etats". Ils en arrivent ainsi à voir dans l'Etat une victime de l'A.M.I. En effet, disent-ils, non seulement l'Etat va perdre une partie de son pouvoir politique mais il sera chargé d'indemniser financièrement toutes les pertes d'opportunité de profit. En conséquence, ils ont tendance à nous présenter l'Etat, ses lois "sociales" et son appareil, comme le chevalier blanc seul capable de nous défendre contre l'A.M.I. Les mêmes en arrivent par exemple à tresser des couronnes de laurier au Congrès des U.S.A. où le traité "a été vivement attaqué". Il y a dans cette position une absence totale d'analyse sur ce qu'est fondamentalement l'Etat. Il n'est pas, il n'a jamais été, une instance indépendante du pouvoir économique comme l'illusion démocratique voudrait nous le faire croire. Tout au contraire, il est l'instrument des possédants -bourgeoisie nationale hier, multinationales aujourd'hui- chargé de veiller, au besoin par la force, au maintien des privilèges d'une seule classe. Vouloir lutter contre l'A.M.I. sans remettre en cause l'organisation étatique de la société, c'est, comme Sysiphe se trouver condamné à recommencer éternellement la même tâche.

A. R. S.

*1 Toutes les citations sont extraites du Monde Diplomatique, Fev 98

La flexibilité, nouvelle trouvaille des capitalistes et de leurs acolytes est le plus souvent analysée du point de vue économique ou socio-économique. Une lecture récente (1) m'a fait entrevoir la flexibilité sous un angle plus pernicieux : celui d'un nouveau mode de domination de cette société.

La flexibilité devient un outil au service du libéralisme qui, dans tous les domaines, instaure un contrôle permanent de l'individu. Nous mettre dans un moule -celui de l'usine, de l'école, l'armée etc.- ne suffit plus comme méthode d'oppression pour garantir le profit des nantis. Il faut nous rendre modulables, flexibles pour nous contrôler.

Un bref rappel des modes d'organisation du travail dans le système capitaliste peut nous permettre de comprendre la mutation des modes d'aliénation et la contribution de la flexibilité du travail à la perte de plus en plus grande de notre liberté. Après l'époque de la dîme et du droit de vie et de mort sur les travailleurs, vint au 19ème siècle, avec l'industrialisation, la mise en œuvre de l'organisation scientifique du travail. Elle va "enchaîner l'ouvrier dans la chaîne à un poste dont les cadences sont fixées arbitrairement par des ingénieurs en cols blancs." Dans l'usine, à un poste pour un nombre d'heures, le système capitaliste organisait la production et gérait la vie des ouvriers enfermés dans un lieu (l'usine) qui édictait ses ordres et ses règles : produire plus avec des salaires toujours plus bas. Parallèlement on rentrait dans le moule non seulement à l'usine, mais à l'école, à l'armée, à la prison, à l'hôpital... Aujourd'hui l'enfermement, le moule ne suffit plus aux capitalistes pour accroître leurs profits. Réformer l'école, les hôpitaux, la justice, aménager le travail... sont des leitmotiv du capital privé ou d'état. Il paraît que la classe ouvrière n'existe plus et l'usine ne fait plus partie du vocabulaire en usage. L'entreprise a remplacé l'usine et ce

lieu tend à se construire sans murs et sans limites. On télé-travaille, on travaille à domicile pour une entreprise qui a son siège social on ne sait où et dont les patrons sont le plus souvent virtuels. Celui qui travaille n'est plus enfermé dans un lieu à un poste : il transporte avec lui ses outils portables, fax, ordinateur. Là où il se trouve il reçoit les ordres et donc il est contrôlé en permanence. Le système capitaliste actuel cherche moins à faire produire (pour ça, il y a le tiers-monde) qu'à vendre. Ce qu'il veut vendre ce sont des services et ce qu'il veut acheter ce sont des actions. Pour cela, il faut que le salarié sorte de l'usine pour se trouver là où il faut quand il faut. On n'entre plus dans un moule, on devient modulable, flexible.

A cette flexibilité de temps et de

"Ns nous veulent individualisés, flexibles, soumis et précaires, soyons organisés solidaires et combattifs"

lieu s'ajoute la flexibilité des salaires. Depuis une dizaine d'années les conventions collectives qui fixent les salaires minima d'un secteur d'activités subissent la flexibilité (ces conventions sont signées par les syndicats réformistes !). Dans ces nouvelles conventions les critères communs à tous les salariés, comme l'ancienneté, sont remplacés par des critères, comme la compétence, qui déterminent les salaires. Il faut comprendre les stratégies patronales qui se cachent derrière cette volonté de "moutonnocratie". Les critères comme l'ancienneté garantissaient au moins à ceux qui en avaient "pris" pour 3, 5, 10, 15 ans d'usine, un passage automatique à un salaire plus élevé bien que dérisoire. De plus ces critères renforçaient la cohésion collective des

ouvriers qui, exploités de la même façon, pratiquaient la solidarité de classe et pouvaient constituer un contre pouvoir. Les nouvelles conventions collectives basées sur le critère de compétence(2) permettent pour un même poste de pratiquer des salaires variables rendus encore plus flexibles par le système de primes.

Avec cette flexibilité on ne contrôle plus une masse d'individus comme à l'usine, mais on contrôle chaque individu en exploitant par ce système la rivalité entre exploités, rivalité énoncée comme "saine émulation" (fascisme et capitalisme même combat !)

Ainsi la flexibilité appelée des vœux conjoints des syndicalistes réformistes et des patrons nous rend contrôlables et corvéables sans limite. On ne peut plus sortir de l'usine puisque l'entreprise est partout. on ne peut plus faire nos heures et s'en sortir puisqu'elles sont flexibles et annualisables.

Si nos actions en tant qu'anarcho-

syndicalistes se font non seulement dans notre lieu de travail mais dans notre quartier, à l'école, dans la santé, la justice c'est que notre liberté n'est pas seulement entravée au travail. Dans toutes les structures capitalistes nous sommes contrôlés et seule une rupture radicale de cette société nous permettra de retrouver notre liberté. On n'en finit plus d'être contrôlé, de passer de l'école à la formation permanente, au contrôle continu; on nous promet des colliers électroniques, nouvelle manière de nous emprisonner.

Ils nous veulent individualisés, flexibles, soumis et précaires, soyons organisés solidaires et combattifs.

Ghislaine

(1) "La société de contrôle" de Gilles Deleuze
(2) et qui évalue les compétences ? Le Prince !!!



Si aujourd'hui le maïs transgénique, au même titre que toutes les modifications génétiques effectuées sur les végétaux comme sur les animaux, comporte un certain nombre de risques connus (par exemple : transmettre à l'homme une résistance à l'effet de certains antibiotiques, allergies, etc.), d'autres nous sont inconnus (dispersion de gènes), autant d'effets multiples dont on ne peut mesurer toute la portée et pour lesquels nous allons servir une fois de plus de cobayes.

Comment peut-on expliquer le fait que, d'un côté il existe un principe de précaution imposé pour les technologies médicales (contre l'avis de certains patients), et que de l'autre on emploie des technologies lourdes de conséquences sans aucune garantie ni concertation avec la population ? Il est grand temps de se mobiliser afin de casser les illusions humanitaires et la fascination qu'exerce la science développée par le fric, au service du fric et du pouvoir. Cette "BIG-SCIENCE" a démontré largement qu'elle contribue plus à notre soumission et à notre destruction qu'à notre bien-être. Les conséquences sanitaires multiples des O.G.M. (Organismes génétiquement modifiés), seront aussi difficiles à prouver que celles induites par l'emploi de l'énergie nucléaire sous tous ses aspects, tout en bénéficiant de la même complaisance médiatique.

Pourrions nous un jour apporter la preuve de tous ces cancers, ces malformations, ces maladies résultant de l'emploi de ces technologies inhumaines (nucléaires, chimiques, bactériologiques, génétiques, etc.), qu'il serait encore jeté à la vindicte populaire un Garretta quelconque voire un responsable non coupable pour canaliser notre révolte et disculper le système lui-même. Au mieux il sera proposé aux victimes ou à leurs ayants droit une indemnisation qui avalisera que la VIE, notre VIE puisse avoir un prix. Quels critères seront pris en compte pour l'évaluer ? en serons nous encore réduits à revendiquer "le maximum" ? à négocier notre vie ?

Dans tous les cas, les débats sont des débats d'experts dans lesquels l'individu du commun n'a pas voix au chapitre. Ces mêmes experts ne peuvent que demander plus de technicité pour contrôler la technologie et ainsi se garantir l'énorme privilège d'être aux premières loges dans cette galère du progrès.

Si l'on devait résumer les intentions dominantes de ce monde ce serait que, le système nous fait perdre une jambe voire la tête, nous vend une de ses prothèses et nous traite de cul de jatte, voire de malade ou d'absentéiste!

Pour ce qui est du maïs transgénique en particulier, le fait qu'il soit résistant à la pyrale et qu'il procurerait un gain de productivité est de plus un arguments pour le moins mal venu. En effet, la modification génétique n'est pas la seule solution pour éviter les produits de traitements. D'autre part, l'emploi de ce maïs transgénique

dans une Agriculture déjà hyper-productive, où des centaines d'hectares ont été mis en jachère voire tout simplement laissés en friche pour respecter les dispositions de la P.A.C. (Politique agricole commune), augmentera encore la production à l'hectare et concentrera la production, les profits et diminuera ainsi encore un peu plus le nombre d'agriculteurs.

Le pseudo alibi humanitaire consistant à nourrir une planète de plus en plus peuplée, cache mal les intérêts économiques prépondérants dans un monde où l'on est plus habitué à détruire les excédents qu'à les redistribuer.⁽¹⁾

De plus, les plantes sélectionnées ont en général des exigences en engrais, en traitements et en eau, supérieures aux variétés sauvages ainsi qu'une moindre robustesse.

Petite précision concernant les jachères citées plus haut : si elles sont bien souvent laissées en friche c'est que le coût, pour les retourner deux à trois fois l'an, est trop élevé par rapport au prix du désherbant. Si cette mesure a été présentée et perçue à l'époque comme écologique, c'était oublier les doses de désherbants supplémentaires nécessaires afin de venir à bout des herbes montées en graines et transportées aux quatre vents.

C'est pour toutes ces raisons et bien d'autres que cette agriculture, coincée elle aussi dans la productivité et le profit à tout prix, ne peut que générer des aberrations, dont la vache dite folle est l'illustration la plus récente, et contre lesquelles l'écologie une fois de plus ne peut être qu'un mirage.

Des militants CNT-AIT de l'Essonne

(1) cf l'article de J. Testart dans *Manière de Voir* n°38 du *Monde Diplomatique*



Photo C.S. - C.N.T.

Partout dans le monde, le Premier Mai est une journée de solidarité et de lutte pour les travailleurs, les chômeurs, les précaires et tous les exploités. Aujourd'hui, la montée du chômage et du racisme, l'oppression croissante dont sont victimes les jeunes et les femmes, ... tout ceci rend plus que jamais nécessaire l'organisation de tous ceux qui veulent changer ce monde autoritaire et injuste. Venez en discuter avec nous au :

rassemblement organisé par la C.N.T. - A.I.T. de 10 h 30 à 12 h 30

Place Tel-Aviv, sur la dalle de Bellefontaine

(en hauteur, au-dessus de l'A.N.P.E. du Mirail, face à la station de métro Bellefontaine). Ensuite, nous nous retrouvons à partir de 13 heures, à l'aire de Pech-David. Apportez votre pique-nique ! Si vous avez des difficultés de transport (Attention ! Il n'y a ni bus ni métro le premier Mai), contactez-nous C.N.T. : 05.61.52.86.48.

5 Avril 1998 Fête de soutien aux antifascistes inculpés

De 14 à 23 h, à l'ancienne Ecole, le Collectif de soutien et les habitants de l'Ecole, occupée et autogérée depuis Mars 1997 organisent une fête de soutien, avec de nombreux artistes dont Dj Fab, J.M. Leclercq y los Libertarios, Joe n'jah, ... **Venez nombreux !** Entrée prix libre.

(Bus 14, arrêt Masson ou bus 66, arrêt Capouie, le lieu sera fléché).

Vendredi 5 juin, 20 h 30, au local, 7 rue St Remesy
Débat à bâtons rompus :
Faut-il croire les médias ?

Vient de sortir :

"Les C.N.T. et Mai 68"

✿ Relire ce qu'écrivaient en 68 les militants de la C.N.T.-A.I.T n'est pas sans intérêt. Au contraire, beaucoup des constatations et des analyses faites à l'époque gardent toute leur pertinence. Ce choix de textes du "Combat Syndicaliste" le prouve.

✿ 10 f. l'exemplaire, à commander au journal.

SOLIDARITE AVEC YANNICK

Dans notre édition précédente, nous avons parlé de la manifestation anti-Le Pen du 5 Mars et de ses suites. Nos lecteurs se souviendront qu'à la fin de cette manifestation, dans laquelle le Service d'Ordre a joué un rôle presque douteux, 18 personnes ont été interpellées, 16 sont actuellement inculpées et l'une d'entre elles est toujours, au moment où nous mettons sous presse, en prison.

Yannick en effet est toujours enfermé à la Maison d'arrêt Saint-Michel à Toulouse. Ce manifestant au chômage, n'ayant aucune attache familiale ou autre dans cette ville, n'a même pas obtenu un droit de visite. Il est isolé et ne peut se défendre correctement. Cette détention est d'autant plus choquante qu'elle se déroule au moment-même où l'Assemblée nationale discute des restrictions à apporter à la détention préventive. Or, le discours de la Ministre de la justice devant cette Assemblée le 3 Avril 1998 est à ce sujet très clair : "La détention préventive devrait constituer une mesure aussi exceptionnelle que possible". Cela, parce que cette mesure, ordinaire dans le passé, a conduit à de graves injustices, comme par exemple l'incarcération "préventive" de personnes reconnues innocentes ensuite. Il est donc anormal de voir un simple manifestant, accusé d'avoir blessé légèrement un policier -ce qui n'est d'ailleurs pas établi- mis en détention préventive, alors que la peine encourue se situera en deçà de la barre des 3 ans fermes, seuil nécessaire dans le nouveau projet de loi pour être mise en prison préventivement.

Nous savons bien que l'Etat cherche toujours à pénaliser, au sens propre du terme, toute forme de contestation politique qu'il ne peut contrôler. Où est donc passé la présomption d'innocence si chère au coeur de tous nos bons "démocrates" ? Où est donc la sacro-sainte égalité de tous ? Que sont devenues les réflexions des hautes sphères sur le bien-fondé de la détention préventive ? Pour Yannick, c'est la détention sans droit de visite, équivalent à une mise au secret, comme au temps de la Bastille. Le garder sous les verrous, si l'on suit à la lettre les propos ● Suite au verso

● Suite du recto tenus à l'Assemblée par Madame Guigou, c'est prendre à son encontre une mesure d'exception que rien ne justifie. De fait, il est condamné avant d'avoir été jugé. Nous savons bien que l'Etat cherche toujours à pénaliser, au sens propre du terme, toute forme de contestation politique qu'il ne peut contrôler.

La question qui se pose désormais reste la suivante : existe-t-il une procédure d'exception pour les antifascistes et les chômeurs ?

M.M.

Quelques informations à propos du Collectif de Soutien :

Le collectif de soutien aux antifascistes inculpés à la suite de la manifestation anti-Le Pen s'est créé à partir de quelques personnes issues en particulier de l'Assemblée générale des chômeurs qui a joué, rappelons-le, un rôle moteur dans le dernier mouvement des chômeurs à Toulouse.

Le travail de soutien réalisé auprès des 16 manifestants poursuivis a consisté à leur trouver des avocats, des aides juridiques et financières, à envoyer des mandats aux incarcérés (deux au départ, un actuellement). Une information (affiche et tracts) a été réalisée sur le sujet et une fête de solidarité sera organisée (voir page précédente). Ce travail réalisé est d'autant plus remarquable qu'aucune des organisations signataires de l'appel à la manif du 5 mars n'a daigné apporter une aide concrète aux victimes de la répression. Pour que la presse régionale évoque le cas de Yannick, il aura fallu qu'une trentaine d'individus manifestent devant la maison d'arrêt St Michel, là même où il est incarcéré.

Un militant C.N.T.-A.I.T., solidaire

BORDEAUX : DES VESSIES POUR DES LANTERNES

Nicolas est étudiant en Arts plastiques à Bordeaux. Comme tous les étudiants de cette discipline, pour obtenir ses diplômes, il doit faire ce qui s'appelle une "performance", c'est-à-dire une réalisation artistique d'envergure, grande nature (par exemple, quand Cristo emballa le Pont-Neuf, c'est une performance). On apprécie ou pas l'art contemporain, mais c'est comme ça qu'il est enseigné.

Nicolas prépare sa maîtrise, et son projet de performance, c'est de réaliser une illumination. Pour cela, il a fabriqué des espèces de torche avec un mélange d'alcool et d'eau dans des bouteilles. Nicolas trimballait dans sa voiture ses lampes à la vue de tous. Et là, surprise, surprise ! la police déboule chez lui et il se trouve inculpé de fabrication de ... matériel explosif. Deux copains qui passaient par là se font aussi ramasser. Le journal "Sud-Ouest", qui reprend sans recul la version policière, fait tout un article sur les dangereux anarchistes de la C.N.T. (eh oui, Nicolas est adhérent à la C.N.T., manifestement, c'est ça qui a tout déclenché !) et se perd en conjectures sur les bâtiments qui allaient (ou pas) être attaqués.

Malgré le témoignage de l'enseignant qui pilotait le projet de performance, Nicolas reste inculpé ! Ne serait-ce cette inculpation qui continue de peser sur notre compagnon, cette affaire ne devrait provoquer qu'un immense éclat de rire. Il est totalement ridicule de confondre des lampes à alcool destinées à un usage artistique avec des bombes ou des engins incendiaires. D'habitude, le pouvoir essaye de nous faire prendre des vessies pour des lanternes ; cette fois-ci, il veut nous faire prendre des lanternes pour des explosifs.

Le Lampiste de service

Dis Eugène !

C'est la mode de Printemps, les riches changent de look, les pauvres changent de loques



1938 : La Duce ha sempre ragione

1998 : Le Pen a toujours raison



Papon est quitte, 10 ans pour le train jusqu'à Auschwitz

et le supplément pour le métro jusqu'à Charonne ?



Les sans-papiers sont de vrais citoyens

ils ont leurs bulletins de vol



La C.N.T., qu'est-ce que c'est ?

La Confédération Nationale du Travail est une organisation anarcho-syndicaliste : nous sommes la section française de l'A.I.T., c'est-à-dire que nous sommes les seuls membres français de l'Association Internationale des Travailleurs, laquelle regroupe des sections dans toute l'Europe, mais aussi en Amérique Latine et en Amérique du Nord, ainsi qu'au Japon ou en Afrique.

Il est fondamental de comprendre que l'anarcho-syndicalisme n'est pas une idéologie parmi d'autres, n'est pas un ensemble d'idées toutes faites que l'on cherche à plaquer sur la réalité, mais bien au contraire que la théorie et la pratique anarcho-syndicalistes sont le fruit de l'expérience des luttes de plusieurs générations de femmes et d'hommes dont le but a été -et est toujours- la transformation radicale de la société et des conditions de vie.

Au centre même de l'anarcho-syndicalisme, il y a donc le souci constant d'éviter tout écart entre ce qui est dit et ce qui est fait, entre ce qui est vécu et ce qui est pensé.

Ni compilation de recettes révolutionnaires, ni idéologie momifiée, l'anarcho-syndicalisme est avant tout vivant et expérimental dans le sens où c'est le vécu de ses militants, leurs expériences de lutte et de vie qui engendrent la théorie et non l'inverse.

Hier comme aujourd'hui, chacun, chaque anarcho-syndicaliste, chaque militante, chaque militant apporte sa contribution à l'élaboration d'une théorie et d'une pratique, sa quote-part à la construction du mouvement.

Les cénétistes espagnols (c'est-à-dire les militants de la C.N.T. espagnole qui firent la révolution de

1936) avaient coutume de dire de leur organisation : "Elle m'a construit", c'est vrai, mais il faut bien sûr ajouter que chacun construit et nourrit le mouvement de son énergie. C'est donc un mouvement qui part du vécu des personnes et qui a pour objectif de transformer les conditions de vie qui nous sont faites, qui nous sont imposées. le cri de ralliement des fascistes espagnols pendant la guerre civile était "Viva la muerte" (vive la mort). Pour nous cénétistes, c'est, cela a été et sera toujours "Vive la vie !".

La vie, oui ! mais quelle vie ?

Comment changer les conditions de vie qui nous sont imposées ? comment construire des rapports sociaux fondés sur autre chose que sur la domination et son corollaire, la soumission ? comment reprendre sa vie en mains ?

Toute au long de l'Histoire (révoltes d'esclaves dans le monde romain, soulèvements paysans et millénaristes au Moyen Age par exemple), les hommes et les femmes assujettis au travail et à la misère ont avec constance toujours essayé de refuser le sort qui leur était fait et ont tenté de prendre leur destin en mains.

Mais ce n'est qu'à la fin du XIXème siècle que le mouvement révolutionnaire, le mouvement ouvrier, va parvenir à s'organiser et va commencer à espérer pouvoir changer les conditions de vie, à espérer pouvoir changer les rapports sociaux : la Première Internationale des Travailleurs, la première A.I.T. naît à Londres en 1864. Notons qu'au nombre de participants, il y avait Bakounine et Marx.

Dès le départ, le mouvement va être déchiré entre deux tendances : les socialistes autoritaires regroupés autour de Karl Marx, et les anti-

autoritaires - ou fédéralistes- autour de Michel Bakounine. Pour les anti-autoritaires, ce sont le pouvoir, la domination, l'autorité qui sont le fondement même de cette société, et rien ne changera vraiment si le mouvement qui prétend révolutionner le monde s'organise lui-même de façon hiérarchique, centralisatrice, autoritaire. On sait maintenant à quelle monstruosité le socialisme autoritaire a conduit et conduit encore. Les "libertaires" d'alors avaient très bien perçu les dangers et les dérives sanglantes possibles de cette doctrine.

Après le Congrès de la Haye de Septembre 1872, la rupture entre les deux courants (autoritaire et anti-autoritaire) est définitive.

Après ce bref rappel de l'origine historique de notre mouvement, il faut surtout parler de ses grands axes et ses grands principes.

Quelques grands principes

Nous sommes des partisans de la démocratie directe : toujours soucieux d'immédiateté, en tant qu'anarcho-syndicalistes, nous avons adopté la maxime "*ici et maintenant*".

Si l'on veut que les choses changent, il faut que le pouvoir appartienne à la base et à la base uniquement. Les assemblées générales sont donc souveraines, elles décident des orientations et des actions car nous n'avons ni dirigeant, ni permanent. Les délégués reçoivent des mandats précis et sont révocables à tout moment. Les organes exécutifs n'ont aucun pouvoir décisionnel : ils sont simplement là pour appliquer les décisions prises par les assemblées générales.

On sait à quelles aberrations ont mené des organisations extrêmement hiérarchisées, centralisées. La domination, la coercition, quel que soit le drapeau derrière

● Suite au verso

● Suite du recto lequel elles se cadrent, ne peuvent aboutir qu'à la soumission, pas à l'émancipation.

Nous sommes persuadés que, si l'on veut qu'il y ait des lendemains qui chantent, il faut d'abord que le présent appartienne le plus possible à chacun et à tous, pour qu'il y ait un autre futur.

Seule la démocratie directe offre des garanties de contrôle de la lutte pour tous.

C'est cette volonté de réappropriation de la lutte qui nous fait opter pour l'action syndicale directe, pour l'action sans intermédiaire. Nous n'avons aucune confiance dans les spécialistes de la médiation".

Pour être plus précis, pour nous la conduite d'une grève appartient aux grévistes et à eux seuls. Les assemblées générales doivent être souveraines, le comité de grève ne doit avoir aucun pouvoir décisionnel, les contacts avec le patronat doivent être directs, sans passer ni par le comité d'entreprise, ni par les élus politiques.

Ce n'est qu'en se réappropriant toutes ses capacités, toutes ses potentialités (souvent mises à mal par l'organisation sociale actuelle) que chacun et que tous accèderont à l'autonomie.

Pour nous c'est clair "l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes."

La solidarité

Le système social actuel fondé sur la domination et la soumission, sur la prise en charge et la désresponsabilisation empêche en fait, chacun, chacune d'entre nous d'accéder à un contrôle réel sur sa vie : ce n'est que dans les moments forts des mouvements sociaux, en cas de grève générale, que les gens redressent la tête et s'aperçoivent qu'ils sont tout à fait capables d'organiser la seule chose qui leur

appartiennent et qui sans cesse leur échappe : à savoir l'organisation de leurs vies. Ils découvrent alors dans ces moments privilégiés, que "l'individualisme frileux" dans lequel le système voudrait les enfermer n'est que peu de choses par rapport à la richesse et à la joie de partage qu'apporte la solidarité.

Pour nous anarcho-syndicalistes, la solidarité c'est la clef de voûte du mouvement, c'est le sel de la vie. Sans elle rien ne se fait, rien n'est possible. Pour nous entre compagnons de la C.N.T., elle est vécue au jour le jour sans jamais être prise en défaut. Pour nous la solidarité plus qu'un devoir, c'est un plaisir.

Démocratie directe, autogestion collective directe des luttes, solidarité entre tous et par delà les frontières, voilà les grands principes de l'anarcho-syndicalisme.

Notre but

Le système capitaliste ne peut être aménagé, il faut rompre avec ce mode de fonctionnement social. Mais les moyens employés pour parvenir à ce changement doivent

être en totale adéquation avec les buts poursuivis : la méthode marxiste-léniniste a échoué en faisant couler beaucoup de sang, au point que l'idée même de révolution est devenue extrêmement suspecte à beaucoup et très intimement liée à l'idée de terreur.

Pour nous anarcho-syndicalistes, pour nous libertaires, aucun changement ne se fera sans adhésion massive, sans le concours volontaire et conscient de la majorité de la population.

A tous les impatients graves, à toutes les élites avant-gardistes, à tous les bombophiles et dynamitomanes, à tous les détraqués de la gâchette, nous disons que nous n'avons rien avoir avec vous, la société que vous établiriez avec de tels moyens risque fort d'être cauchemardesque.

Pour nous c'est clair, les promesses ou les actions d'éclats de quelques uns ne remplaceront jamais l'élan de tous.

Un militant de Quercy Rouergue.

POUR NOUS CONTACTER :

Secrétariat Régional :

CNT-AIT 7, rue St REMESY 31000 TOULOUSE
Téléphone / Fax : 05 61 52 86 48

Pour venir nous rencontrer, discuter, consulter la bibliothèque du CDES ou participer aux luttes en cours

☞ Permanences, réunions publiques à Toulouse : C.N.T., Jeunes Libertaires, C.D.E.S. tous les samedis de 17 à 19 heures au 7 rue St Rémésy (près de la Place des Carmes).

Mais aussi :

☞ tables de presse aux puces de St Sernin le dimanche à partir de 11 heure, au R.U. du Mirail le Mardi midi et de Rangueil le Lundi midi.

Et encore

☞ Débat public, sur un sujet d'actualité, à Montauban le samedi 13 Juin, à la Maison du Peuple, rue Michelet à 16 heures.

✂ **ABONNEZ VOUS !!!** ✂

Un an ☞ **abonnement normal : 50 francs,**
abonnement de soutien : 100 francs ou plus.
A verser au C.C.P. : CDES, n° 3 087 21 H TOULOUSE

Si certains osent encore, en échange d'une rétribution, ou dans l'espoir de faire partie, un jour, de la bonne charrette, affubler cette société des plus belles parures (démocratique, de progrès, etc.), beaucoup d'autres en sont réduits à se cramponner à leur misère, dont le travail salarié est l'ossature. Le chômage, révélateur de l'égoïsme du système, sert avant tout de menace et de punition afin de nous faire accepter l'esclavage moderne.

Si le travail aujourd'hui relève majoritairement de tâches abêtissantes inhérentes au capitalisme, plutôt que de travaux utiles à la collectivité, le chômage n'est pas la panacée non plus. Même avec des revenus que l'on qualifierait de décents, le chômeur serait réduit, au même titre que celui qui travaille, à un rôle de consommateur, certes au rabais, mais qui nous identifie, de la même manière, plus à une machine avide qu'à un être humain.

Si le chômeur a plus de temps pour se farcir la tête de télé, il n'a guère les moyens financiers de faire autre chose. La vie, dite moderne, des cités n'offre que peu de place à l'initiative, à la fantaisie. Tout est planifié, fliqué, friqué, ... paraît-il pour le plus grand bien de l'individu. Le chômeur et le travailleur n'ont qu'une obsession, la survie : nourriture, logement, habillement, etc... Le système, dans sa bonté légendaire, leur vend les moyens illusoire d'y subvenir. La compétition avec le robot sur le marché du travail risque de devenir difficile pour l'homme s'il devient aussi bête, aussi insensible, que son ordinateur. Si le travail est bien souvent synonyme d'angoisse de le perdre, de transports interminables, s'il est fatigant, sous-payé, répétitif, humiliant, aliénant, voire plus qu'insuffisant pour gagner ce fric incontournable, les nuisances du travail ne s'arrêtent pourtant pas là.

Travailler, aujourd'hui, c'est collaborer, de près ou de loin, et qu'on le veuille ou non, aux folies guerrières ou scientifiques qu'on nous impose, et dont nous serons, nous ou d'autres, les victimes. Travailler c'est également participer à sa propre exclusion, à sa soumission et à celle des autres,

par la production de richesses, et l'automatisation qui en résulte. Celles-ci renforcent toujours un peu plus le pouvoir de ceux qui exploitent et jettent au chômage une main d'œuvre de plus en plus inutile. S'il peut arriver que le progrès technique nous facilite la vie, ce n'est jamais gratuitement... Et les pannes diverses et le rythme infernal générés par cette course à la vitesse, imposés à la vie quotidienne, prouvent que trop souvent, il n'en est rien. Évidemment, le lieu de travail est le premier à se ressentir de cette course effrénée due au machinisme, pour le plus grand profit de quelques-uns. Travailler, c'est adhérer à ce progrès technique aux conséquences multiples qui, quand on y réfléchit un peu, convergent toutes à nous faire accepter ce système, dans sa logique hiérarchique, marchande, scientifique et économique.

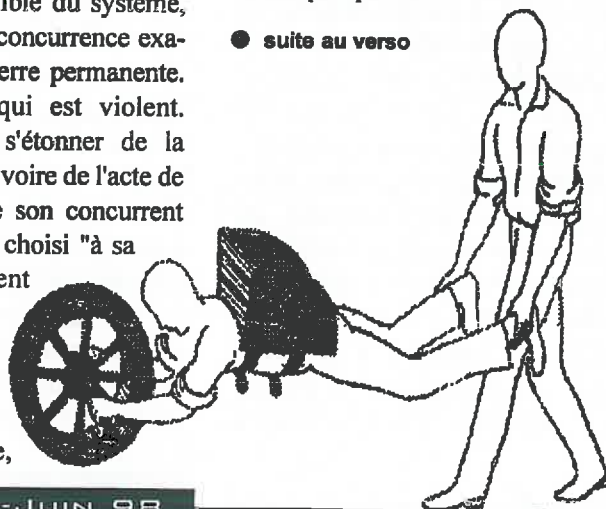
"C'est le système qui est violent"

Ce totalitarisme, qui nous est imposé, et l'idéologie qu'il véhicule, rejailissent à tous les niveaux de la société, et contribuent à faire se décomposer les liens d'humanité qui tentent de se perpétuer, de résister. C'est pour cela que travailler, c'est contribuer à l'ensemble du système, avec sa logique de concurrence exacerbée, voire de guerre permanente. C'est le système qui est violent. Comment peut-on s'étonner de la violence des exclus, voire de l'acte de ce chômeur qui tue son concurrent parce qu'il avait été choisi "à sa place" ? Comment expliquer cette folie sans prendre en compte l'égoïsme et la lâcheté du système capitaliste,

dans lequel il n'y a pas de place pour tout le monde, et qui ne peut provoquer que ressentiments, frustrations, rivalités, envie, défiance envers les autres. Comment s'étonner des réactions bestiales, quand tant de gens sont pris pour du bétail ? Travailler, c'est en grande partie faire le gardien, voire l'agent d'entretien d'un immense camp de concentration, dans lequel on est obligé de vendre sa force de travail.

Si de plus en plus de personnes, pour résoudre des conflits intérieurs, des cas de conscience, se vendent complètement, et adhèrent sans retenue à la pensée de leur Maître, on peut aussi constater le développement d'une sorte de jeu de rôles, dans lequel les individus, suivant leur éducation, se travestissent au gré de leurs envies et de leurs possibilités dans un éventail de choix largement déterminé par les médias. Dans et hors du travail, nous avons le "choix" dans ce fourbi entre le gagnant et le perdant de l'affaire, le lèche-bottes ou le "manager", le flic ou le voyou, le courageux ou le fainéant, l'arnaqueur ou l'arniqué, l'agitateur ou l'agité, le cassé ou le casseur, le manipulé ou le manipulateur, le travailleur ou le prostitué, le capitaliste ou le communiste, le légume télécommandé ou le robot performant, le drogué autorisé ou interdit... Avec la possibilité d'être tout à la fois. Évidemment l'idéal serait d'être rien de tout ça, tout en étant quelqu'un.

● suite au verso



● suite du recto

Aujourd'hui, si nous sommes catalogués, étiquetés à plus d'un titre, nous sommes surtout gérés, et le travail des gestionnaires est admirable, eux qui ne cessent de rivaliser afin de conserver leur place au soleil ou simplement leur morceau de sucre. S'ils n'hésitent pas à nous mentir, la fin justifiant les moyens, afin de nous manipuler, de nous embrigader dans ce qu'ils disent être bon pour nous, une autre partie de leur travail consiste à nous trier, nous sélectionner suivant différents critères d'estimation, et afin d'évaluer nos capacités individuelles. Les boîtes d'interim, qui gèrent la main d'oeuvre disponible, ressemblent de plus en plus à de véritables négriers des temps modernes. Est-ce bien étonnant ? Si nous sommes potentiellement modifiables génétiquement, nous sommes surtout sacrificiables sur l'autel de l'économie.

Revendiquer du travail ?

Comment peut-on revendiquer du travail ou son partage quand, par ces tâches, on se fait trop souvent le complice d'une logique de destruction, par les armes, les risques technologiques, les pollutions chimiques, ou autres... ? Affirmer le droit au travail aujourd'hui, prétendre qu'il s'agit là d'un devoir de citoyen, alors que cela n'a jamais empêché que tant de gens en soient privés, c'est affirmer le droit à la fatigue, l'abêtissement, l'aliénation, la perte de nos heures de vie. Que nous ayons besoin d'argent, et donc, pour la plupart d'entre nous, de travail, dans ce système, c'est évident. Tout, ou presque en dépend aujourd'hui, et c'est justement pourquoi il faut changer de système. Ceux qui prétendent aimer travailler, ou qui se vantent d'avoir un travail, ne cherchent-ils pas plutôt à cacher leur lâcheté, le vide de leur existence ? Ou peut-être veulent-ils vous mettre au boulot à leur place ("du boulot, quand on en veut, y'en a !"). Qui n'a

jamais entendu ce genre d'incantation qui cherche à culpabiliser l'autre en se déculpabilisant soi-même de passer à côté de l'essentiel : le plaisir ?

Peut-on raisonnablement faire l'économie d'une remise en question du travail et du système qu'il supporte ? Nous ne le pensons pas, même si nous trouvons la revendication du partage du travail logique dans ce système. Essayer de remédier à un problème sans en chercher la cause, c'est se condamner toujours à aboutir aux mêmes solutions foireuses. Solutions de gestionnaires, qui, à terme, se révèlent bien pires pour les intéressés (1). Ces solutions qui ne résolvent que les problèmes comptables des gestionnaires peuvent même, dans le domaine de l'environnement saccagé, par exemple, représenter avant tout un marché juteux, certes créateur de quelques emplois. Elles auront en plus "l'avantage" d'entretenir l'illusion d'un souci social et écologiste, dans un système si totalitaire, si méprisant de la vie.

Quelle forme de lutte ?

Faut-il pour autant abandonner toute lutte au quotidien pour de meilleures conditions de travail et de vie, en se donnant rendez-vous pour le Grand Soir ? Nous ne le pensons pas. D'une part, parce que nous ne serions pas tous à l'heure, et d'autre part, pour faire quoi d'autre ? Se faire sa petite place d'opportuniste au soleil ? Si la lutte quotidienne, la révolte, dans quelque domaine que ce soit, sont des réactions saines face aux humiliations, au mépris, et empêchent de perdre sa dignité, elles sont aussi l'occasion d'expérimenter les plus belles théories dans la pratique. Les revendications, les parolotes, l'action même, c'est bien beau ! Mais pour arriver à quoi ?

Si s'organiser est plus que jamais indispensable, la qualité de cette organisation reste la meilleure garantie face aux désillusions et démobilisations.

Si la revendication, au même titre que l'étiquette politique, reste une indication sur ce que prétendent être ceux qui la portent, le plus important n'est-il pas la façon dont ils s'organisent pour la faire aboutir, et surtout qu'elle aboutisse ?

L'exemple de la lutte des chômeurs

Un exemple : si les chômeurs ont obtenu si peu du gouvernement, c'est que, c'est vrai, les principaux intéressés n'étaient pas des masses à se mobiliser, et la faute leur incombe principalement, mais qu'aussi, ce qui ne devait pas être exclusivement leur combat (tout le monde était concerné) a été monopolisé, contrôlé par les médias et par les organisations qui prétendaient les défendre, les représenter. Rappelons-nous la brève altercation au début des négociations, où la C.G.T. reprochait à Jospin de recevoir AC! et d'autres associations de chômeurs. Ces organisations ont prouvé qu'elles luttaient, mais plus pour leur reconnaissance, donc sans déranger les gouvernements, que pour ceux qu'elles sont censées défendre. Nous sommes persuadés que rien ne sera possible dans ces conditions.

Jacques

(1) Exemple hier des CES, et demain d'une loi soi-disant contre l'exclusion, avec la flexibilité et le travail précaire obligatoire à la clef.





"Nous, habitants et habitantes de Sase sommes des jeunes hommes et femmes, qui dans un pays comptant des millions de chômeurs et des centaines de milliers de sans abris, avons décidé de créer une alternative dans une localité abandonnée. Nous avons pu y développer un mode de vie basé sur une économie autogérée (artisanat, potagers, fermes,...) et le retour à un mode de production traditionnel (construction, boulangerie,...). Nous nous demandons pourquoi la D.G.A. s'entête à détruire un projet qui apporte des solutions à des problèmes qu'ils sont incapables de résoudre."

Déclaration collective des habitants de Sase suite à leur évacuation.

SASE, près de Huesca (Espagne) fait partie des 200 villages aragonais abandonnés appartenant à la D.G.A. (Diputaciòn General de Aragon*1). En 1995 un collectif présente un projet visant à faire revivre le village sur la base d'activités traditionnelles et artisanales. La D.G.A. le refuse et propose que ce projet soit reporté vers un site... où il n'y a ni eau ni terres cultivables. Malgré cette mauvaise volonté des pouvoirs publics, 50 personnes vont, à force de travail, faire revivre le village abandonné. Les maisons redeviennent habitables, les terres sont cultivées, une école voit le jour. Tout cela bien sûr, sans subventions aucune. Les 23 et 24 Octobre 1997, les forces armées de l'État attaquent les habitants de Sase et détruisent leurs maisons et les installations du village. 42 habitants sont arrêtés. Ils s'en est suivi dans toute l'Espagne et dans l'Aragon en particulier de nombreux actes de solidarité. Le 4 Janvier 1998, 500 personnes ont réoccupé Sase avec ses habitants. Malgré deux assauts de la garde civile, la presse a évoqué cela comme "un défi au gouvernement de l'Aragon et pouvoir judiciaire." Depuis cette date, la menace d'une intervention armée est pesante et ce climat fait que le village ne peut poursuivre ses activités normales, les enfants sont hébergés dans les communes voisines. Devant la popularité de cette lutte, la D.G.A. souffle le chaud et le froid, les promesses et les menaces. Les habitants de Sase ne demandent qu'à pouvoir vivre dans leur village ou à être relogés dans un village voisin.

Face à la volonté constructive des libertaires, l'État montre quelles sont ses capacités de destruction. Il est soutenu et suivi en cela par des groupes fascistes et maffieux qui s'attaquent

aux locaux et aux individus. Deux exemples pour illustrer cela :

● Le 2 Février 98 : incendie du siège de l'association des libertaires de Raguse (Sicile), lieu de publication du périodique "Sicile libertaire."

● Le 24 Février 98 : tentative d'incendie du local de la C.N.T. de Madrid.

Partout cependant les initiatives se multiplient pour renforcer l'Internationale des exploités. Ainsi, l'A.S.F. section Tchèque de l'Association Internationale des Travailleurs, organisée du 27 au 31 Août 1998 les 7ème rencontres Est-Ouest en Bohême Centrale. Y sont invités les sections de l'A.I.T., de l'I.F.A., des groupes libertaires et anarcho-syndicalistes d'Europe de l'Est, ainsi que tous les militants de lutte de classe.

Renseignements complémentaires et documents concernant toutes ces informations : Secrétariat International de la C.N.T.F. Syndicat Interco.

7 rue St Remesy 31000 Toulouse.

*1 : équivalent du conseil régional



SOLIDARITÉ-SOLIDARITÉ-SOLI-

Plusieurs suppléments régionaux du C.S. ont rapporté l'action menée par trois syndicalistes de la Confédération paysanne dont René Riesel, ancien membre de l'Internationale situationniste et actuel secrétaire de cette Confédération. Nous apportons aujourd'hui des informations complémentaires. Le 8 janvier 98, ces trois militants s'étaient introduits dans les bâtiments de Novartis afin d'y détruire par l'eau la seule réserve de maïs transgénique existant en France. Arrêtés peu de temps après et relâchés sous contrôle judiciaire, ils entendaient transformer leur procès à venir en premier procès du maïs transgénique. Quelques temps avant le procès, René Riesel édita une brochure qui relatait sa "Déclaration devant le tribunal d'Agen" (1) auquel il a été rajouté par la suite le résultat de leur jugement. Celui-ci, rendu le 18 février, devait se traduire par huit mois de prison avec sursis pour José Bové et René Riesel, ainsi que cinq mois avec sursis pour Francis Roux. Outre qu'ils aient été condamnés à verser des dommages exorbitants à Novartis pour son manque à gagner, ils ont été également condamnés à payer 3000 frs à l'UD CFDT du Lot et Garonne pour « atteinte indéniable à l'outil de travail » et « désorganisation de l'entreprise...perturbant de manière anormale et grave l'organisation de la production » et enfin « atteinte à l'exercice de la liberté du travail du personnel de l'entreprise » Les condamnés n'ont pas fait appel. S'il ne fallait pas s'attendre à autre chose de la part des juges, par contre la plainte de la CFDT montre à quel point les adhérents de cette organisation devront se satisfaire de revendications mortifères et d'un langage patronal.

C.N.T.-A.I.T. Essonne

(1) Les lecteurs intéressés peuvent nous la demander, à l'adresse de la région Paris-Nord

COUPE DU MONDE...

Le 12 Juillet à 21 heures, si tout va bien, tu seras devant la télé - Bouygues (TF1), en compagnie de quelques vrais potes, tous fin prêts pour déguster la finale de la coupe du monde. Il y aura même la copine gaucho-branchée de service, qui aime cette fête "réellement populaire bien que pas mal machiste"! Pour un soir, pour une semaine, pour un mois, oublier toutes les emmerdes ! Le boulot, le chômdu, la course au pognon ! C'est vrai, quoi ! La vie est difficile ! On peut souffler, non ? Rêver ! Et vous êtes en effet 1,7 milliards de terriens, scotchés devant le petit écran, bouche ouverte, à attendre le début des jeux du cirque.

Seulement voilà, la fête va foirer, tu le sens déjà. L'équipe de France (pardon, l'équipe "Canal+ /Danone /Adidas") va être virée en quart de finale par les Anglais (pardon, par l'équipe "SkySport /Nike"). La finale, c'est "Opel /Mastercard" contre "Fiat/ Fininvest".

(Allemagne - Italie). Pas terrible : dès le début, ça joue sur la défensive. Toute la première mi-temps, ça traîne, ça traîne. Il y a bien trop de pognon en jeu ! A part quelques actions de jeu - notamment un tir de Ravanelli (14 millions de francs par an) bien servi par Simone (15 millions de francs par an), mais contré par Lothar Matthäus (15 millions de francs aussi) - il ne se passera pas grand-chose.

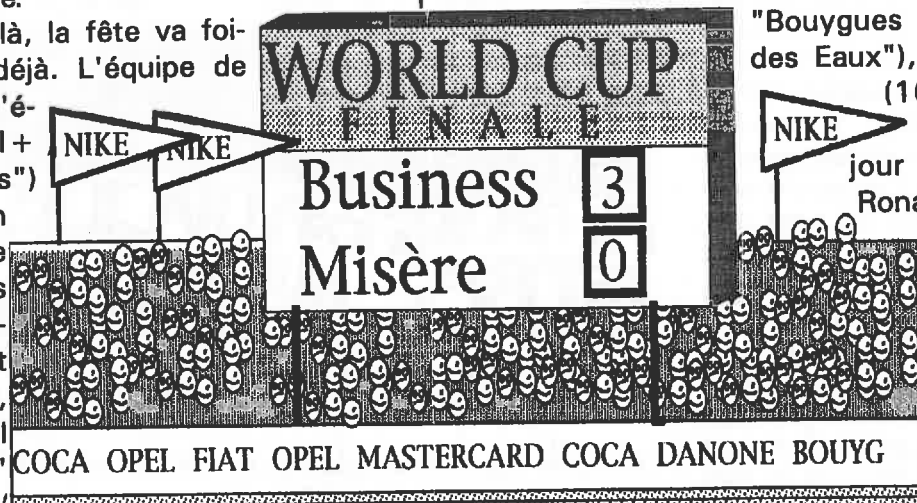
Alors tu commenceras à regarder le décor quand la caméra Bouygues filme autre chose que le gazon et les maillots pendant les arrêts de jeu. C'est quand même beau ce stade d'à peine 3 milliards. Et pour moins de 8 milliards,

Monsieur Bouygues en a retapé 10, des stades. Dans toute la France. Huit milliards ! Huit fois l'obole donnée par Jospin pour le Noël des "précaires". Et pendant que tu te moques, cynique, des pubs Coca, Danone ou Adidas, Monsieur Bouygues est en train de se faire 40 petits millions supplémentaires de recettes publicitaires parce que toi et tes potes vous regardez sa chaîne. Et cette pub, on la paye déjà : Danone a prévu de nous faire bouffer 10 milliards de yaourts Footix pour payer la note. D'ailleurs, de ce vaste spectacle mondial, c'est nous qui payons tout : le stade (on l'a loué pour deux mois au vrai proprié-

taire : le consortium "Bouygues / Générale des Eaux"), les joueurs (165 000 francs par jour pour Ronaldo), la pub, la télé (500 millions investis par TF1, 700 p a r Canal+), et même la place au

stade des V.I.P. ("very important persons" : les huiles, quoi) : 37 500 francs la place en loge climatisée décorée par Yves Saint-Laurent, pour ton patron, ton député, ton banquier ! Invités à tes frais par les firmes à ingurgiter 6 kilomètres de buffets préparés par des grands chefs.

La seconde mi-temps sera aussi nulle que la première. Peu importe si Opel bat Fiat, la société marchande, elle, a gagné ! Elle te fait même payer les spectacles qu'elle t'organise pour te faire supporter la misère et l'exploitation, et t'empêcher de penser. Même ta détresse, tu l'achètes.



...FRIC INNONDE !